Table des matières

Avant-propos 7

Introduction 9

1. Les traités fondateurs 10
- 1.1 *Les débuts de la construction européenne* 10
- 1.2 *Le contenu du traité CECA* 10
- 1.3 *Les traités de Rome* 11
- 1.4 *Évolutions postérieures* 11

2. L'Acte unique européen 12
- 2.1 *Le contexte* 12
- 2.2 *Le contenu* 12
- 2.3 *Évolution* 13

3. Le traité de Maastricht 13
- 3.1 *Le contexte* 13
- 3.2 *Le contenu* 13
- 3.3 *Évolution* 14

4. Le traité d'Amsterdam 14
- 4.1 *Le contexte* 14
- 4.2 *Le contenu* 14
- 4.3 *Évolution* 15

5. Le traité de Nice 15
- 5.1 *Le contexte* 15
- 5.2 *Le contenu* 15
- 5.3 *Évolution* 16

6. Le traité de Lisbonne 16

7. Législation à retenir 17

8. Questions pour vérifier ses connaissances 17

9. Documents 17
9.1 *Les principales dates de la construction européenne* 17
9.2 *La déclaration Schuman* 19
10. Annexe 22

CHAPITRE 1
L'organisation institutionnelle 27

1. Cours 28
1.1 *Introduction* 28
1.2 *Le Conseil européen* 28
A. Composition 29
B. Fonctions 29
C. Règles de fonctionnement 29
D. La présidence du Conseil européen 29
1.3 *Le Parlement européen* 30
A. Composition 30
La présidence du Parlement 30
Le Bureau 30
La conférence des présidents 30
Les commissions de travail 30
Les groupes politiques 31
B. Fonctions 32
C. Règles de fonctionnement 32
1.4 *Le Conseil de l'Union européenne (encore appelé Conseil des ministres ou seulement Conseil)* 33
A. Composition 33
La présidence du Conseil 33
Le secrétariat général 33
Le COREPER (et le CSA) 34
Les groupes de travail et comités 34
B. Fonction 34
La compétence législative 34
La compétence d'exécution 34
C. Règles de fonctionnement 35
1.5 *La Commission européenne* 35
A. Composition 36
La présidence de la Commission 36
Le Collège des commissaires 36
Le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité 37
Le secrétariat général 37
B. Fonctions 37
C. Règles de fonctionnement 38

1.6 *Les juridictions européennes* ... 38
A. La Cour de justice ... 38
B. La Cour des comptes ... 38
C. La Banque centrale européenne ... 39
1.7 *Autres organes* ... 39
A. Le Comité économique et social européen ... 39
B. Le Comité des régions ... 39
C. La Banque européenne d'investissement ... 40
2. Législation à retenir ... 40
3. Questions pour réfléchir et vérifier vos connaissances ... 40
4. Documents ... 41
4.1 *Dispositions essentielles* ... 41
4.2 *Extraits de jurisprudence* ... 43
4.3 *Extraits de doctrine* ... 44

CHAPITRE 2
Les compétences et les normes ... 45

1. Cours ... 46
1.1 *La structure et la personnalité de l'Union* ... 46
A. La structure ... 46
B. La personnalité ... 47
1.2 *Les compétences* ... 47
A. Les compétences abolies ... 47
B. Les compétences européennes « exclusives » ... 47
C. Les compétences nationales ... 48
D. Les compétences « partagées » ou « concurrentes » ... 48
E. Les compétences européennes « complémentaires » ou « d'appui » ... 48
F. Le principe de subsidiarité ... 49
G. L'ajustement des compétences européennes ... 51
Compétences « implicites » pouvant être mises en œuvre sur le fondement de l'article 352 TFUE ... 51
Compétences résultant de l'économie des traités ... 51
Parallélisme des compétences ... 52
H. Base légale et principe d'attribution ... 52
I. La proportionnalité ... 54
1.3 *Typologie et hiérarchie des actes* ... 55
A. Le droit primaire ... 55
B. Les principes généraux du droit ... 56
C. Le droit international ... 56
D. Le droit dérivé ... 57
Compétences législatives et compétences exécutives ... 58
Actes délégués et mesures d'exécution ... 59

Enumération des actes ... 59
Le règlement ... 59
La directive ... 60
La décision ... 60
Les recommandations et avis ... 60
Les actes hors nomenclature ou « actes innommés » ... 60
E. La jurisprudence ... 61
1.4 *L'espace de liberté, de sécurité et de justice* ... 61
A. Objectifs ... 61
B. Compétences ... 62
C. Typologie des actes et procédure ... 62
D. Contrôle opéré par les juridictions européennes ... 63
1.5 *La « politique étrangère et de sécurité commune » (PESC)* ... 63
A. Objectifs ... 63
B. Compétences ... 64
C. Typologie des actes et procédure ... 65
D. Contrôle opéré par les juridictions européennes ... 66
2. Législation et jurisprudence à retenir ... 66
3. Questions ... 67
4. Méthodologie : la technique du cas pratique ... 67
5. Exercices ... 69
5.1 *Cas pratique : « Société Marken »* ... 69
5.2 *Cas pratique : « Société e-book »* ... 69
5.3 *Cas pratique : « Compagnie luxembourgeoise du café »* ... 70
6. Propositions de corrections ... 70
6.1 *Cas pratique : « Société Marken »* ... 70
6.2 *Cas pratique : « Société e-book »* ... 72
A. La valeur juridique de la communication de la Commission ... 72
B. La Commission peut-elle ajouter une restriction ? ... 74
6.3 *Cas pratique : « Compagnie luxembourgeoise du café »* ... 75
A. Choix de la base juridique ... 75
B. L'obligation de motivation ... 76
C. Le principe de proportionnalité ... 76
D. Le principe de subsidiarité ... 78
7. Documents ... 78
7.1 *Dispositions essentielles* ... 78
A. Les objectifs ... 78
B. Les compétences ... 79
7.2 *Extraits de jurisprudence* ... 81
7.3 *Extraits de doctrine* ... 87
7.4 *Autres documents* ... 88
8. Indications bibliographiques ... 90

CHAPITRE 3
L'adoption des décisions et des normes européennes 93

1. Cours 94
1.1 *L'adoption des actes de nature législative* 94
A. La phase préparatoire par la Commission 95
L'obligation de motivation 96
B. Critères pour identifier les procédures 97
C. Classement traditionnel en fonction de l'intervention du Parlement 97
La consultation (sans concertation) 98
La consultation avec concertation 98
L'avis conforme 98
Co-décision 99
D. Terminologie introduite dans le traité de Lisbonne 99
Les procédures législatives ordinaire et spéciale 99
Les étapes de la procédure législative ordinaire 100
Première lecture 100
Deuxième lecture 100
Comité de conciliation et troisième lecture 101
Quelle procédure pour quelle compétence ? 101
E. La publicité des décisions et des actes 104
1.2 *Le vote au sein des institutions* 104
A. Le vote au sein du Parlement 104
B. Le vote au sein du Conseil européen 104
C. Le vote au sein du Conseil 105
La phase administrative 105
La « phase solennelle » 106
1.3 *Le rôle croissant des parlements nationaux* 107
A. Un contrôle politique ex ante 107
B. Un contrôle judiciaire ex post 108
1.4 *L'idée d'une différenciation entre les États membres* 108
1.5 *Délégation de compétence, actes d'exécution, comitologie* 110
A. Actes délégués : délégation de compétence à la Commission 110
B. Actes d'exécution : mise en œuvre par les États membres ou une institution européenne 111
C. Comitologie 111
1.6 *La signature, la ratification et l'approbation des accords internationaux* 114
A. Phase 1 : la négociation 114
B. Phase 2 : la signature (approbation) 115
C. Phase 3 : la conclusion (ratification) 115
D. Précisions institutionnelles 115
1.7 *La révision des traités européens* 116
1.8 *L'adhésion de nouveaux États membres* 118
1.9 *Le retrait d'un ou plusieurs États membres* 119

2. Approfondissement ... 120
2.1 *Le « lobbying » dans l'Union européenne* ... 120
2.2 *Les conditions d'entrée dans la zone « euro »* ... 121
2.3 *La majorité qualifiée au sein du Conseil et au sein du Conseil européen* ... 121
A. Une grande complexité ... 121
B. Deux traits saillants ... 122
C. Conseil européen ... 122
D. Conseil ... 123
2.4 *La correspondance entre les procédures et les compétences* ... 124
3. Législation et jurisprudence à retenir ... 128
4. Questions pour vérifier ses connaissances ... 129
5. Exercices ... 129
5.1 *Dissertation : « L'Union européenne est-elle une fédération ? »* ... 129
5.2 *Comprendre l'actualité : « Négociations agricoles à l'OMC »* ... 129
5.3 *Cas pratique « PEPCE »* ... 130
A. Annexes au sujet ... 130
5.4 *Cas pratique : « TVA européenne »* ... 132
5.5 *Cas pratique : « Salaire minimum »* ... 132
5.6 *Cas pratique : « Accord UE-Chine »* ... 132
6. Proposition de corrections ... 135
6.1 *Dissertation : « L'Union européenne est-elle une fédération ? »* ... 135
6.2 *Comprendre l'actualité : « Négociations agricoles à l'OMC »* ... 138
6.3 *Cas pratique : « PEPCE »* ... 139
A. Question I : Un député dispose-t-il d'un droit d'initiative ? ... 139
B. Question 2 : Les conditions d'adoption du texte ... 140
6.4 *Cas pratique : « TVA européenne »* ... 142
6.5 *Cas pratique : « salaire minimum »* ... 143
6.6 *Cas pratique : « Accord UE-Chine »* ... 143
A. La phase de négociation ... 144
B. La phase de signature ... 145
C. La phase de conclusion ou d'approbation ... 145
D. La notification de l'accord ... 145
7. Méthodologie ... 145
7.1 *Rédiger une dissertation* ... 145
A. Sujet proposé : « Qui décide dans l'Union européenne ? » ... 146
B. Proposition de plan : « Qui décide dans l'Union européenne ? » ... 151
7.2 *Débat : « L'Union européenne a-t-elle un fonctionnement démocratique ? »* ... 152
A. Conseils préalables ... 152
B. La recherche des arguments ... 152

C. Une esquisse de solution 154
D. Plan 154
7.3 *Analyse de cas réel* 155
A. Exemple : « La directive sur la brevetabilité des logiciels » 155
B. Correction 156
Première lecture 156
Deuxième lecture 158
Conséquences du rejet 158
Qu'est-ce qui a changé depuis lors ? 159
Sources 159
8. Documents 159
8.1 *Dispositions essentielles* 159
8.2 *Extraits de jurisprudence* 163
8.3 *Extraits de doctrine* 164
9. Indications bibliographiques 164

CHAPITRE 4
La justice européenne 167

1. Cours 168
1.1 *Rappel sur la justice européenne* 168
1.2 *Mission des juridictions européennes* 169
1.3 *Composition des juridictions européennes* 169
1.4 *Organisation des organes, nomination et statut des juges* 170
A. Organisation des organes 170
B. Nominations des juges 170
C. Statut des juges 171
D. Le cas particulier du TPF 171
1.5 *Répartition des compétences* 171
1.6 *La procédure* 172
A. La procédure en matière de recours direct 172
B. Le renvoi préjudiciel ou question préjudicielle 174
C. Procédure accélérée 175
D. Tierce intervention 175
E. Mesures provisoires 175
F. Pourvoi 176
1.7 *Le rôle de la Cour dans la construction du droit européen* 177
2. Comparaison entre la Cour de justice et la Cour suprême américaine 178
3. Législation et jurisprudence à retenir 180
4. Questions pour vérifier ses connaissances 180
5. Exercices 181

5.1 *Dissertation : « L'influence de la jurisprudence de la Cour sur la construction du droit européen »* ... 181

5.2 *Cas pratique : « Pesticide Java vert »* ... 181

6. Propositions de corrections ... 181

6.1 *Dissertation :« L'influence de la jurisprudence de la Cour sur la construction du droit européen »* ... 181

6.2 *Cas pratique : pesticide « Java vert »* ... 183

7. Méthodologie : lecture et commentaire d'un arrêt ... 184

7.1 *Modèle de résolution des cas pratiques nécessitant des mesures provisoires* ... 184

7.2 *Modèle de résolution des cas pratiques faisant intervenir un pourvoi* ... 184

7.3 *Lire et comprendre un arrêt de la Cour* ... 185

A. Le numéro d'indentification ... 185

B. La juridiction de jugement ... 186

C. Le type de recours ... 186

D. La décision de la Cour ... 187

E. Le corps de l'arrêt ... 188

7.4 *L'analyse de la méthode d'interprétation de la Cour* ... 188

A. Sur la question préalable de la compétence de l'Union pour ratifier des conventions internationales en matière de transport routier ... 189

B. Sur la recevabilité du recours en annulation ... 191

7.5 *Essai de construction d'un plan de commentaire d'arrêt* ... 193

7.6 *Rédaction d'une fiche d'arrêt* ... 194

A. Faits ... 194

B. Procédure ... 194

C. Arguments des parties ... 194

D. Problèmes de droit ... 194

E. Avis de l'avocat général ... 195

F. Décision de la Cour ... 195

7.7 *Commentaire synthétique de l'arrêt AETR* ... 196

8. Documents ... 199

8.1 *Dispositions essentielles* ... 199

8.2 *Extraits de doctrine* ... 201

8.3 *Exemple de requête* ... 203

8.4 *Exemple de rapport d'audience* ... 210

9. Indications bibliographiques ... 219

CHAPITRE 5
Principes généraux du droit, droits de l'homme, droits fondamentaux

Principes généraux du droit, droits de l'homme, droits fondamentaux ... 221

1. Cours ... 222

1.1 *La protection des droits fondamentaux par le droit de l'Union européenne* ... 222

A. Évolution jurisprudentielle ... 222

B. Les traités ... 223

C. La charte des droits fondamentaux ... 225

Le droit à une bonne administration et les principes voisins ... 225

Le respect des droits de la défense ... 226

Le principe de non-rétroactivité des actes ... 227

Le principe de sécurité juridique ... 227

Le principe d'égalité de traitement et le principe de non-discrimination ... 228

Les principes généraux du droit à caractère économique ... 228

D. L'exemple du principe de confiance légitime ... 228

1.2 *Les (autres) principes généraux du droit* ... 230

A. L'origine des principes généraux du droit ... 231

B. Les sources d'inspiration des principes généraux du droit ... 231

C. La mise en œuvre des principes généraux du droit par le juge ... 232

1.3 *Application, dans l'Union européenne, de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ... 234

A. Deux ordres juridiques ... 234

B. Effet dans l'Union européenne avant Lisbonne ... 235

C. L'adhésion de l'Union à la Convention, prévue dans le TUE ... 235

1.4 *L'Agence des droits fondamentaux* ... 236

2. Législation et jurisprudence à retenir ... 237

3. Questions pour vérifier ses connaissances ... 238

4. Exercices ... 238

4.1 *Cas pratique : « Grosier »* ... 238

4.2 *Cas pratique : « Entreprise Sirops des tropiques »* ... 238

4.3 *Dissertation : « La place de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'ordre juridique européen »* ... 239

4.4 *Dissertation : « Existe-t-il une concurrence entre la CEDH et la CJ en matière de protection des droits de l'homme ? »* ... 239

5. Propositions de corrections ... 239

5.1 *Cas pratique : « Grosier »* ... 239

5.2 *Cas pratique : « Sirops des tropiques »* ... 241

5.3 *Dissertation : La place de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'ordre juridique européen (plan)* ... 243

5.4 *Dissertation : Existe-t-il une concurrence entre CEDH et CJ en matière de protection des droits fondamentaux ? (plan)* 245

6. Méthodologie : Une autre solution était-elle possible dans l'affaire Freymuth du 9 mai 2001 ? 247

6.1 *Objectif* 247

6.2 *Déroulement* 247

7. Documents 252

7.1 *Disposition essentielle* 252

7.2 *Extraits de jurisprudence* 252

7.3 *Extraits de doctrine* 256

7.4 *Autres documents* 257

8. Indications bibliographiques 259

CHAPITRE 6

Primauté et effet direct 261

1. Cours 262

1.1 *Introduction* 262

1.2 *La primauté du droit européen* 263

A. L'affirmation de la primauté du droit européen 263

B. Le principe de coopération loyale 264

1.3 *L'effet direct* 265

A. Les traités fondateurs 266

B. Les principes généraux du droit européen 267

C. Les accords internationaux 267

D. Règlements et décisions 268

E. Directives 268

Le principe 268

Effet direct vertical 268

Pas d'effet direct horizontal 269

Facteurs compensant, en partie, l'absence d'effet direct horizontal 269

Effet direct à l'encontre des institutions européennes 271

F. Mécanismes résultant de la primauté 272

G. Droits processuels découlant de la primauté et de l'effet direct 273

1.4 *La responsabilité des États en cas de non-respect de leurs obligations découlant du droit européen* 275

1.5 *Le principe d'autonomie procédurale* 276

A. Le principe d'équivalence 276

B. Le principe d'effectivité 277

2. Approfondissement 277

2.1 *La position du juge français quant à la primauté du droit européen* 277

A. Position de la CJ 281
B. Position du Conseil constitutionnel français 281
C. Position du Conseil d'État français 282
D. Position de la Cour de cassation française 282
2.2 *La transposition des directives* 283
2.3 *Les stratégies de transposition des directives* 284
3. Législation et jurisprudence à retenir 285
4. Questions pour vérifier ses connaissances 286
5. Exercices 287
5.1 *Rédiger un plan de dissertation pour le sujet suivant : « L'articulation entre l'ordre juridique national et l'ordre européen »* 287
5.2 *Rédiger un plan de Commentaire d'arrêt au sujet de la décision de la CJ « Van Gend en Loos » du 15 juillet 1963* 287
6. Propositions de corrections 287
6.1 *Plan de dissertation pour le sujet suivant : « L'articulation entre l'ordre juridique national et l'ordre européen »* 287
6.2 *Plan de Commentaire d'arrêt au sujet de la décision de la CJ « Van Gend en Loos », 15 juillet 1963, 26/62, Rec. 1963 p. 3 (plan)* ... 288
7. Méthodologie 289
7.1 *Modèle de résolution des cas pratiques mettant en cause des droits substantiels* 289
7.2 *Méthode de détermination de l'effet direct d'une norme* 289
8. Documents 290
8.1 *Disposition essentielle* 290
8.2 *Extraits de jurisprudence* 290
8.3 *Extraits de doctrine* 299
8.4 *Autres documents* 301
9. Indications bibliographiques 305

CHAPITRE 7
Le renvoi préjudiciel 307

1. Cours 308
1.1 *Types de renvoi* 308
1.2 *La recevabilité du renvoi préjudiciel* 309
A. La nature du litige 309
B. L'auteur du renvoi 310
C. Actes pouvant être examinés 310
D. Formulation de la question 312

1.3 *L'appréciation quant à l'opportunité d'adresser à la Cour un renvoi préjudiciel* ... 312
A. Compétence du juge national ... 312
B. L'obligation d'interroger la Cour ... 313
1.4 *La procédure régissant le renvoi préjudiciel* ... 314
A. Nature de la procédure ... 314
B. Rapidité de la procédure ... 315
1.5 *Effet des arrêts préjudiciels* ... 316
1.6 *Articulation avec les voies de recours* ... 316
2. Législation et jurisprudence à retenir ... 317
3. Questions pour vérifier ses connaissances ... 318
4. Exercices ... 318
4.1 *Cas pratique : « Monsieur Lex »* ... 318
4.2 *Cas pratique : « Aide à l'entreprise Romancèk »* ... 318
4.3 *Cas pratique : « Chambre internationale d'arbitrage de Porto »* ... 319
4.4 *Cas pratique : « Arrêt Dupont »* ... 319
4.5 *Questions sous arrêt : « Mangold »* ... 319
4.6 *Sujet transversal : « Carauto »* ... 319
5. Proposition de corrections ... 320
5.1 *Cas pratique : « Monsieur Lex »* ... 320
5.2 *Cas pratique : « Aide à l'entreprise Romancèk »* ... 321
5.3 *Cas pratique : « Chambre internationale d'arbitrage de Porto »* ... 322
5.4 *Cas pratique : « arrêt Dupont »* ... 323
5.5 *Questions sous arrêt : « Werner Mangold/Rüdiger Helm »* ... 324
A. Question 1 ... 324
B. Question 2 ... 325
5.6 *Sujet transversal : « Carauto »* ... 327
A. Question 1 ... 327
B. Question 2 ... 328
C. Question 3 ... 329
D. Grille d'autoévaluation ... 330
Remarques sur les grilles d'autoévaluation ... 330
6. Méthodologie ... 332
6.1 *Méthode de résolution des cas pratiques de type « question préjudicielle »* ... 332
6.2 *Exemple de question préjudicielle mal formulée* ... 332
A. Jugement, prononcé le 5 janvier 1995 par une juridiction nationale ... 332
B. Réponse : Ordonnance de la CJ, 8 juillet 1998, Agostini, C-9/98, Rec. 1998 p. I-4261 ... 333
7. Documents ... 334
7.1 *Disposition essentielle* ... 334
7.2 *Extraits de doctrine* ... 335

7.3 *Extraits de jurisprudence* ... 336
7.4 *Exemple d'arrêt : arrêt Mangold* ... 337
7.5 *Autres documents* ... 348

8. Indications bibliographiques ... 352

CHAPITRE 8
Le contentieux européen ... 353

1. Cours ... 354
1.1 *Le contentieux européen : un « système »* ... 354
A. Les voies de recours en droit européen ... 354
B. Autres procédures et mécanismes de contrôle ... 355
C. Limites concernant la PESC ainsi que l'espace de liberté, de sécurité et de justice ... 356
1.2 *Le recours en annulation* ... 356
A. Recevabilité : conditions tenant à l'auteur de l'acte ... 357
B. Recevabilité : conditions tenant à la nature de l'acte ... 359
C. Recevabilité : conditions tenant au requérant ... 360
Capacité à agir ... 360
Intérêt à agir ... 360
Qualité à agir ... 361
D. Recevabilité : le délai à respecter et la notion d'acte inexistant ... 362
E. L'analyse au fond du recours : les moyens de recours ... 363
La violation des formes substantielles ... 364
La violation d'une règle de droit supérieur ... 364
L'incompétence ... 364
Le détournement de pouvoir ... 365
F. Effet du recours ... 365
G. Articulation avec les autres voies de recours ... 366
H. Portée du contrôle opéré par le juge ... 366
1.3 *Le recours en carence* ... 367
A. Conditions de recevabilité ... 367
La qualité de l'auteur de l'omission ... 367
Nature de l'omission attaquée ... 367
Les conditions tenant à la personne du requérant ... 368
Délai ... 368
B. Analyse au fond : les moyens de recours ... 369
C. Effet du recours ... 369
D. Articulation avec les autres recours ... 369
1.4 *L'exception d'illégalité* ... 370
1.5 *Le recours visant à engager la responsabilité de l'Union européenne* ... 371
A. Conditions de recevabilité ... 372
La qualité à agir de l'auteur des actes attaquables ... 372
Les conditions tenant à la personne du requérant ... 372
Délai ... 372

B. Analyse au fond : les contraintes à satisfaire ... 373
L'illégalité du comportement ... 373
La faute de service ... 373
L'illégalité d'un acte ... 373
L'existence d'un préjudice et d'un lien de causalité ... 374
C. Effet du recours ... 375
D. Moyens de défense ... 375
E. Articulation avec les autres voies de recours ... 376
1.6 *Le recours en constatation de manquement* ... 376
A. Conditions de recevabilité ... 376
La qualité de l'auteur du manquement ... 376
La nature du manquement ... 376
Les conditions tenant à la personne du requérant ... 377
Délai ... 378
B. Procédure ... 378
La phase précontentieuse ... 378
La procédure formelle ... 378
La phase contentieuse ... 378
Particularité concernant les procédures initiées par un État membre ... 379
C. Analyse au fond : les moyens de recours ... 379
D. Effet du recours ... 379
2. Approfondissement ... 381
2.1 *Le médiateur (article 228 TFUE)* ... 381
2.2 *Les conditions pour l'introduction, par des particuliers, d'un recours en annulation contre des actes européens de nature générale* ... 381
3. Législation et jurisprudence à retenir ... 384
4. Questions pour vérifier ses connaissances ... 386
5. Méthodologie ... 386
5.1 *Méthode de résolution des cas pratiques du type « recours en annulation »* ... 386
5.2 *Méthode de résolution des cas pratiques du type « recours en carence » (article 265 TFUE)* ... 387
5.3 *Méthode de résolution des cas pratiques du type « recours en indemnité » (article 340 TFUE)* ... 387
5.4 *Méthode de résolution des cas pratiques du type « recours en manquement » (articles 258 à 260 TFUE)* ... 388
6. Exercices ... 388
6.1 *Cas pratique : « Association Euro-citoyens »* ... 388
6.2 *Cas pratique : « Cuisine de France »* ... 388
6.3 *Cas pratique : « Les amis de la nature »* ... 389
6.4 *Commentaire d'arrêt : « Parti écologiste Les Verts/ Parlement européen », 294/83, 22 avril 1986, Rec. 1986 p. 1339* ... 390

6.5 *Sujet transversal : « Association pour un corps en pleine santé »* 390
6.6 *Sujet transversal : « La protection des animaux du cirque »* 392

7. Propositions de corrections 393
7.1 *Cas pratique « Association Euro-citoyens »* 393
A. Premier problème : l'imputabilité de la faute à l'Union 393
La représentation de la Commission a-t-elle une personnalité morale distincte de celle de la Commission ? 393
La faute commise par l'agent est-elle séparable de ses fonctions ? 393
B. Deuxième problème : les conditions pour engager la responsabilité de l'Union sont-elles réunies ? 394
Le fait dommageable 394
Le dommage 395
Le lien de causalité 395
7.2 *Cas pratique : « Cuisine de France »* 395
A. Les conditions du recours formé par la FNPPT 396
B. La qualité à agir de la FNPPT 396
7.3 *Cas pratique « Les amis de la nature »* 397
A. Question n° 1 397
B. Question n° 2 398
C. Question n° 3 398
7.4 *Commentaire d'arrêt : « Les Verts/Parlement européen »* 398
7.5 *Cas pratique : Association pour un corps en bonne santé* 402
A. Question 1 : la validité de la directive 402
B. Question 2 : la contrariété de la directive avec le droit de l'OMC 405
C. Grille de notation 406
7.6 *Cas pratique : « La protection des animaux de cirque »* 407
A. Question 1 407
B. Question 2 408
C. Question 3 408
D. Grille d'autoévaluation du cas pratique 409
7.7 *Identification des moyens* 409

8. Documents 410
8.1 *Dispositions essentielles* 410
A. Recours en manquement 410
B. Recours en annulation 411
C. Recours en carence 412
D. Conséquences d'un recours en annulation ou en carence 412
E. Recours en responsabilité 413
F. Responsabilité contractuelle 413
G. Limites de compétence 413
8.2 *Extraits de jurisprudence* 414

9. Indications bibliographiques 418

CHAPITRE 9

Introduction aux libertés de circulation 421

1. Cours 422

1.1 *L'interdiction des droits de douane et des impositions intérieures ayant un caractère discriminatoire* 423

1.2 *La liberté de circulation des marchandises* 425

A. Principe 425

B. Conditions d'application 426

Notion de marchandise 426

Notion d'entraves 426

La distinction entre mesures frappant les exportations et celles visant les importations 428

Application géographique 429

C. Effet 429

D. Moyens de défense 429

Justifications prévues par le traité 430

Les raisons impérieuses d'intérêt général 431

Contre-arguments de la partie lésée 432

1.3 *La liberté de circulation des capitaux* 433

A. Principe 433

B. Conditions d'application 433

La notion de capitaux / de paiement 433

Notion d'entrave 433

Application géographique 434

Interaction avec les autres libertés 434

C. Effet 434

D. Moyens de défense 434

1.4 *La liberté de circulation des services* 435

A. Principe 435

B. Conditions d'application 436

La notion de service 436

La notion d'entrave 436

Application géographique 437

Interaction avec les autres libertés 437

C. Effet 438

D. Moyens de défense 439

1.5 *La liberté d'établissement* 439

A. Principe 439

B. Conditions d'application 440

Notion d'entrave 440

Notion d'établissement 440

Application géographique 441

Interaction avec les autres libertés 441

C. Effet 441

D. Moyens de défense 441

1.6 *La libre circulation des salariés* ... 442
A. Principe ... 442
B. Conditions d'application ... 442
Notion d'entrave ... 442
Notion de travailleur ... 443
Les activités concernées ... 444
Application géographique ... 445
Distinction avec les autres libertés ... 445
C. Effet ... 446
D. Moyens de défense ... 446
1.7 *La libre circulation des ressortissants* ... 447
A. Principe ... 447
B. Condition d'application ... 448
Conditions d'application matérielle ... 448
Application géographique ... 449
C. Effet ... 450
D. Moyens de défense ... 450
2. Approfondissement : la citoyenneté européenne ... 451
2.1 *Le droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen et aux élections municipales dans l'État de résidence* ... 451
2.2 *Le droit de protection diplomatique* ... 451
2.3 *Le droit de pétition et le droit au médiateur* ... 452
2.4 *Le droit d'accéder à la fonction publique* ... 452
2.5 *Le droit à la non-discrimination* ... 452
2.6 *Le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres* 453
2.7 *Droits linguistiques* ... 453
3. Législation et jurisprudence à retenir ... 454
4. Questions pour vérifier ses connaissances ... 455
5. Méthodologie ... 455
5.1 *Modèle de résolution des cas pratiques portant sur les libertés de circulation* ... 455
5.2 *Cas pratique décortiqué et commenté* ... 456
A. Exemple « Entreprise Sahara » ... 456
B. Plan corrigé du cas pratique « Entreprise Sahara » ... 456
En cas d'harmonisation par le droit européen ... 456
Raisonnement ... 456
Application ... 457
En l'absence d'harmonisation ... 457
Raisonnement ... 457
Application ... 457
6. Exercices ... 458
6.1 *Cas pratique : « Van Lee »* ... 458

6.2 *Cas pratique : « L'auberge espagnole »* 459
6.3 *Cas pratique : « Arne Jansson »* 459
6.4 *Dissertation : « Citoyenneté européenne et citoyenneté nationale »* 460

7. Propositions de corrections 460
7.1 *Cas pratique : « Van Lee »* 460
7.2 *Cas pratique : « L'auberge espagnole »* 461
A. Première question : Kate peut-elle postuler pour une bourse ? 461
B. Deuxième question : les trois étudiantes peuvent-elles être expulsées ? 462
7.3 *Cas pratique : « Arne Jansson »* 463
A. Grille d'autoévaluation 466
7.4 *Dissertation : « Citoyenneté européenne et citoyenneté nationale »* 466

8. Documents 469
8.1 *Dispositions essentielles* 469
8.2 *Extraits de jurisprudence* 470
8.3 *Extraits de doctrine* 472

9. Indications bibliographiques 474

CHAPITRE 10
Introduction à la politique européenne de la concurrence 475

1. Cours 476
1.1 *Les acteurs en droit de la concurrence* 477
A. La Commission 477
B. Le Tribunal et la Cour 477
C. Autorités et juridictions nationales 478
1.2 *Comportements adoptés par des entreprises* 478
1.3 *L'interdiction des ententes illicites* 479
A. La notion d'entente 479
B. Un objet ou un effet anticoncurrentiel 480
Les restrictions à la libre fixation des prix et des conditions de transaction 481
La limitation ou le contrôle de la production des débouchés, du développement technique ou des investissements 481
La répartition des marchés ou des sources d'approvisionnement 481
Les pratiques discriminatoires 481
C. Condition d'application : compétence géographique, taille significative 481
D. Les moyens de défense 482
E. Sanctions 484
F. Qui applique l'interdiction ? 485
1.4 *L'interdiction des abus de position dominante* 485
A. L'existence d'une position dominante 485
B. La présence d'un abus 487

C. Condition de compétence : application géographique, priorités pour certaines affaires ... 488
D. Moyen de défense ... 488
E. Sanctions ... 489
F. Qui applique l'interdiction ? ... 489
1.5 *Le contrôle des concentrations* ... 489
A. Introduction ... 489
B. Critère matériel : la notion de concentration ... 490
C. Critère géographique : une dimension européenne ... 490
Grille d'aide ... 492
D. Exemple ... 493
Énoncé du problème ... 493
Propositions de correction ... 493
E. Qui applique le règlement ? ... 493
F. Procédures : notification, sanctions ... 494
G. Moyens de défense ... 495
1.6 *La détermination du marché pertinent* ... 496
1.7 *L'interdiction, en principe, des aides d'État* ... 497
A. La notion d'aide ... 498
Entreprises ... 498
Origine des ressources ... 499
Avantage économique ... 499
Caractère sélectif ... 500
Exclusion des interventions publiques ? ... 500
B. Application géographique, critère quantitatif ... 501
C. Moyens de défense ... 501
D. Procédure : notification et examen d'office ... 503
Aides existantes ... 503
Aides nouvelles ... 503
E. Sanction ... 504
F. Qui applique l'interdiction ? ... 505
1.8 *Les entreprises publiques et la libéralisation des marchés* ... 505
A. La libéralisation des marchés ... 505
Pourquoi ? ... 505
Processus ... 506
Base juridique dans le traité ... 507
B. La privatisation des entreprises publiques ... 508
2. Comparaison : le droit antitrust américain ... 508
2.1 *Règles applicables* ... 508
2.2 *Importance de la jurisprudence* ... 509
2.3 *Le Department of Justice, la Federal Trade Commission et les autres acteurs du droit américain de la concurrence* ... 509
2.4 *Dans la pratique* ... 509
2.5 *Influences* ... 510

3. Législation et jurisprudence à retenir ... 511
4. Questions pour vérifier ses connaissances ... 512
5. Exercices ... 512
5.1 *Cas pratique « Autoplus »* ... 512
5.2 *Cas pratique « Peinture »* ... 513
5.3 *Cas pratique « Entreprise Gauvain »* ... 513
6. Propositions de corrections ... 513
6.1 *Cas pratique : « Autoplus »* ... 513
6.2 *Cas pratique : « Peinture »* ... 515
A. Définition du marché en cause ... 515
B. Présence d'une position dominante ... 515
C. Existence d'un abus ... 515
6.3 *Cas pratique : « Entreprise Gauvain »* ... 516
A. L'opération est-elle une concentration ? ... 516
B. L'opération a-t-elle une dimension européenne ? ... 517
C. La détermination du marché pertinent ... 517
D. Analyse économique de l'opération ... 518
E. Justifications possibles ? ... 518
La création de gain d'efficience ... 519
L'existence d'une puissance d'achat compensatrice ... 519
L'arrivée de nouveaux concurrents ... 519
F. Conclusion ... 519
7. Documents ... 519
7.1 *Dispositions essentielles* ... 519
7.2 *Extraits de jurisprudence et pratique décisionnelle* ... 523
7.3 *Extraits de doctrine* ... 528
7.4 *Autres documents* ... 529
8. Indications bibliographiques ... 532

Annexes générales ... 535
Quelques conseils généraux sur la rédaction des devoirs ... 535
Faire un stage ou travailler dans une institution ... 536
Les Moots courts ou simulations de procès ... 536
Concours en droit européen ... 537
The European Law Moot Competition ... 537
ELSA Moot court ... 537
Concours européen des droits de l'homme René Cassin ... 537

Glossaire ... 539

Index ... 551